

Initiatives ministérielles

Le gouvernement fédéral abdique sa responsabilité morale à l'égard des Canadiens défavorisés. Le gouvernement fédéral dit qu'il va économiser 2,4 milliards de dollars. Il va le faire au détriment des nécessiteux. C'est insensé. Je n'arrive pas à le croire.

Cet argent servira-t-il à la réduction de la dette? Pourquoi demande-t-on aux contribuables à faible revenu et à ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins de s'occuper de la réduction de la dette? Nul doute que le gouvernement mérite une mauvaise note à ce chapitre.

Par sa décision, le gouvernement continue d'imposer le fardeau de la dette nationale et de la réduction du déficit fédéral aux provinces et aux municipalités. C'est renoncer à ses responsabilités. C'est une obligation. Les provinces doivent prendre la relève. Elles ne peuvent pas se soustraire à leurs responsabilités, ce que le gouvernement fédéral n'hésite pas à faire.

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, n'appuyons pas les mesures que prend le gouvernement pour faire porter le fardeau de la dette nationale et de la réduction du déficit fédéral aux plus démunis. Nous n'appuyons pas pareilles mesures.

Par un de ses arrêts, la Cour suprême a peut-être donné au gouvernement le droit légitime de réduire les transferts aux provinces au titre de l'aide sociale, mais elle ne lui a pas donné celui de renoncer à ses responsabilités envers les pauvres et les défavorisés.

Il semble aussi que cette modification viole l'esprit de collaboration fédérale-provinciale qui a marqué les 24 années d'histoire du RAPC. C'est en effet la première fois que le gouvernement fédéral décide de modifier unilatéralement ses dispositions.

Il manque à l'engagement qu'il a pris de contribuer pour moitié avec les provinces à la lutte contre la pauvreté. Le gouvernement fédéral rejette nos programmes sociaux qui sont sacrés au Canada.

Le RAPC est l'élément fondamental et minimal du filet de sécurité du Canada. Je le répète, je suis heureuse d'être ici, mais je suis très déçue de l'attitude du gouvernement. Mon seul espoir, c'est qu'il revienne sur sa décision et qu'il reconnaisse l'importance de maintenir cette contribution aux provinces et aux municipalités.

C'est sa responsabilité. C'est ma responsabilité en tant que législatrice. Je regrette vraiment qu'il veuille prendre cette mesure.

M. Mike Breagh (Oshawa): Monsieur le Président, je tiens à participer brièvement au présent débat, car je crois nécessaire de faire valoir officiellement quelques-unes des préoccupations que beaucoup de députés et moi-même avons recueillies ces derniers mois dans nos circonscriptions.

Le problème réside notamment dans le fait que le gouvernement, dans le sens très large du terme, a changé. Il fut peut-être un temps où un gouvernement pouvait exprimer une idéologie politique et vivre sa vie parlementaire, en quelque sorte, dans un magnifique isolement. Ses administrés n'étaient pas vraiment au fait du genre de vie de ses membres, des décisions du Parlement ni de tous les petits gestes qu'il pouvait poser.

En ces temps modernes, les citoyens suivent quotidiennement les activités du Parlement et du gouvernement et voient jour après jour comment les gouvernements dépensent leur argent. Les journaux sont remplis d'articles rapportant de folles dépenses qui ne donnent rien et l'investissement de sommes énormes dans des projets voués à l'échec.

Ils voient, par exemple, comment un ou une ministre assume ses fonctions. On prêche l'austérité à la Chambre pour monter ensuite dans une limousine conduite par un chauffeur. Les Canadiens voient cela. Ils ne devraient peut-être pas se fier aux apparences, mais ils le font. Ils ne comprennent pas ce qui se passe lorsqu'on prêche la frugalité à la Chambre et qu'on monte ensuite dans une limousine avec chauffeur pour se rendre à l'aéroport où on prendra l'avion, en première classe, pour aller participer à une magnifique conférence à l'étranger, quelque part. Ils ne voient pas du tout les choses de la même façon que les députés et leur jugement est très sévère.

• (1530)

Les choses seraient peut-être différentes si les gouvernements, de tous les ordres, affirmaient franchement ceci: «Nous n'avons plus les moyens de faire les choses comme nous les avons toujours faites et nous ne participerons donc plus à de magnifiques conférences. Nous n'allons plus envoyer des sous-ministres à l'autre bout du monde pour qu'ils y apprennent comment gouverner.